

BUREAUX: RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tournai:
Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, Libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR: GÉRARD J. REBOUX
Le Nord de la France
Trois mois... 15 f.
Six mois... 26
Un an... 48

ROUBAIX, 24 NOVEMBRE 1870

Voir les dernières nouvelles à la troisième page.

Dépêches télégraphiques

Tours, 23 novembre, 2h. 25 soir.
Le ministre de l'intérieur aux préfets et sous-préfets.

Près de Vernon, nos troupes ont repris l'offensive. Elles ont cerné un important convoi de vivres venant de Mantz, qui est resté dans nos mains. Elles ont mis en déroute un détachement de 1500 Prussiens.

De notre côté, deux mobiles tués. L'ennemi, un officier, six hommes tués, une quarantaine de blessés. Nous avons fait quatre prisonniers avec cinq chevaux.

Le commandant Montgolfier des mobiles de l'Ardeche s'est distingué, il a eu son cheval tué.

La vallée d'Eure est dégagée. L'ensemble des mouvements militaires de Paris est excellent.

L'effeu des forts continu à faire le plus grand mal à l'ennemi. Le cercle d'investissement s'élargit.

Mézières, débloquée, fait parvenir journaux et dépêches.

Dépêches publiées par l'Indépendance belge d'aujourd'hui:

Tours, 22 novembre

Une dépêche adressée au ministre annonce qu'hier un engagement sérieux a eu lieu à Bretoncelles.

Après quatre heures de combat, la garde mobile s'est retirée.

Les prussiens menacent Nogent-le-Rotrou. Jusqu'à hier soir, l'ennemi n'a pas reparu devant Evreux.

Les commandements territoriaux militaires dont étaient investis Bourbaki, Fierrick et Michel ont été supprimés.

Bourbaki est attendu à Tours.

Les troupes françaises engagées à Dreux n'appartenaient pas à l'armée de la Loire, mais se composaient de gardes mobiles détachés de l'armée du général Fierrick.

On suppose que le mouvement que les prussiens font sur Nogent-le-Rotrou menace Mans. Les forces prussiennes dans cette direction sont évaluées à 30,000 hommes. Un autre corps prussien dont l'effectif n'est pas connu, paraît suivre la ligne de Dreux à Argenton.

Les armées allemandes qui occupent en ce moment la ligne de Senonches et Dreux jusque dans le voisinage de Montargis et Auxerre ont commencé leurs opérations sur la droite en prenant Dreux et en marchant sur le Mans.

Les autorités gardent une réserve absolue sur les mouvements du côté de la Loire.

Les bruits d'un mouvement général vers Paris sont positivement prématurés.

L'armée de la Loire n'a pas eu d'engagement avec l'ennemi depuis l'affaire de Coulmiers. Il n'y a eu quelques escarmouches entre les avant-postes.

Le général Aurelle fait des mouvements stratégiques dans diverses directions. Il est impossible de se donner des renseignements à cet égard.

Une grande partie des forces prussiennes a quitté la Bourgogne pour renforcer les troupes allemandes dans l'Ouest.

Berlin, 23 novembre.

On mande de Versailles, en date d'hier. Le gouvernement de Paris ne permet plus aux étrangers, même pas aux diplomates, de quitter Paris.

Les étrangers de nationalité neutre, qui avaient l'autorisation de passer par les lignes prussiennes, ont été retenus à Paris par la défense de quitter la ville.

Vienné, 23 novembre.

La Correspondance Warrens assure que la nouvelle d'après laquelle l'Autriche aurait proposé une conférence ou un congrès pour discuter la question relative à la Mer Noire, ainsi que la nouvelle que l'Italie aurait déclaré ne pas vouloir coopérer avec l'Angleterre et l'Autriche pour le maintien du traité de Paris, sont entièrement dénuées de fondement.

Nouvelles de Paris

des 16, 17, 18, 19 et 20 novembre

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

PAR BALLON MONTÉ

16 novembre.

RAPPORT MILITAIRE.

L'ennemi s'est montré de nouveau dans Champigny, débâché par le feu des mitrailleuses, il s'est réfugié dans les tranchées au milieu desquelles des obus du fort de Nogent sont venus tomber et l'ont obligé à battre en retraite. Les canons de la Faisanderie ont dispersé un détachement d'une cinquantaine de Prussiens réunis derrière la barricade de Champigny.

Un obus tiré sur la maison Catenave, au-dessous et à droite de Chennevières et désigné sous le nom de pension des officiers prussiens, est allé tomber au milieu de la cour entre deux ailes du bâtiment, au moment où un certain nombre de ces officiers s'y trouvaient réunis et y occasionné un grand désordre. Aussitôt après, on a remarqué un mouvement de va et vient dans les cours. Des hommes ont paru occupés à enlever des morts et des blessés.

Le fort de Charenton a canonné les positions de Choisy.

LES NOUVELLES DE LA PROVINCE

Paris est depuis ce matin, sous l'empire d'une vive émotion. Un assez grand nombre de journaux anglais ont pénétré dans ses murs, et les extraits qu'on en a publiés, concernant la capitulation de Metz, la conduite du maréchal Bazaine et des autres généraux, les jugements sévères portés à cet égard par la délégation de Tours, ont été le point de départ d'un mouvement d'opinion qui double l'énergie de la population décidée à soutenir la lutte à outrance.

Parmi les détails fournis sur la reddition de Metz, il en est qui ont bien douloureusement surpris et auxquels on veut se refuser encore de croire, tant que le gouvernement de la défense nationale n'aura pas officiellement parlé. Ainsi l'on répugne, malgré tout, à penser que ce soit aux menées bonapartistes et à la haute trahison du maréchal Bazaine que la France devrait la capitulation de Metz. On a bien vu que le Journal du Libère affirme qu'en apprenant la proclamation de la République en France, l'empereur, se tournant vers les officiers prussiens qui l'accompagnaient, aurait dit: «Maintenant, vous et moi, avons le même ennemi!» et que depuis il aurait conspiré ouvertement contre la France. On ne peut croire à tant de honte.

Les journaux prussiens affirment, il est vrai, qu'on a trouvé dans les magasins, les arsenaux et les forts de Metz, toutes sortes de provisions; de quoi maintenir une garnison jusqu'au mois de mars prochain. On ajoute à cela l'arrivée du maréchal Bazaine à Cassel en même temps que celle de l'impératrice, des maréchaux et d'un grand nombre de généraux, ce qui serait autant de pièces à l'appui de la terrible accusation qui se formule. Mais encore une fois, si l'on frémit d'indignation, on veut attendre jusqu'au bout les déclarations du gouvernement avant d'ajouter foi à de telles infamies.

En somme, et quoiqu'il advienne des appréciations qui se croisent, il n'est pas douteux que l'impression a été on ne peut plus favorable à la défense. Les quelques journaux partisans de la paix ont fait volte-face, et les soldats, les mobiles, de même que les gardes nationaux sédentaires jurent en ce moment qu'ils sauront bien faire revenir sous nos drapeaux la fortune, que la France ait été ou non trahie.

INCIDENTS DU SIÈGE.

On fabrique, en ce moment, à l'usine Frey, de Belleville, des mitrailleuses d'un nouveau modèle. Elles lancent à une distance de 3,600 à 4,000 mètres 104 biscaïens à la fois. A une distance moindre, quoique fort considérable, elles envoient des boîtes à mitraille, comme les pièces ordinaires. Douze de ces engins sont prêts et vont être livrés à l'administration de la guerre.

Il existe en ce moment à Paris cinq grands ateliers de fabrication de cartouches, ou environ six mille femmes travaillent activement sous la direction des artificiers de l'artillerie. La production totale des cinq ateliers est de huit cent mille cartouches par jour.

Aussitôt que la prise de Créteil a été effectuée, on s'est occupé de fortifier ce village qui est aujourd'hui devenu imprenable. On a profité des travaux laissés par les Prussiens à l'entrée de la Grande-Rue du côté de la Campagne, ce qui était une simple barricade très-solide, est devenu un ouvrage formidable avec un large feu, des embrasures et des meurtrières. L'armement de cet ouvrage avancé est commencé; aussitôt qu'il sera achevé, on s'occupera de l'armement des autres.

On organise activement, dans la légion d'artillerie de la garde nationale, quatre batteries dont feront partie les anciens artill-

leurs, les volontaires et les hommes âgés de 25 à 35 ans. Ces quatre batteries devront se trouver prêts à prendre part à la première sortie.

Tout semble indiquer qu'une action peut-être décisive est imminente. Des mouvements considérables ont eu lieu ces jours derniers et se continuent sur plusieurs points; batteries de mitrailleuses ont défilé hier sur les quais, et deux canonniers ont descendu la Seine.

Les nouvelles compagnies de guerre vont bientôt entrer en campagne. Le général Clément Thomas vient de transmettre l'instruction suivante, au directeur du matériel de l'Hôtel-de-Ville.

« Par ordre du commandant en chef des gardes nationales de la Seine, le service de l'habillement ne doit s'occuper dès aujourd'hui que de l'équipement des compagnies de marche qui vont bientôt partir.

En conséquence, les distributions d'habillements aux gardes nationaux sédentaires sont momentanément suspendues dans les mairies des vingt arrondissements de Paris. Les chefs de bataillon seront ultérieurement avisés de la reprise de ce dernier service.

Le 3^e bataillon de la mobile de la Loire Inférieure s'est mis en route hier pour le Mont-Valérien. Il a suivi, drapeau en tête, la rue de Rivoli, les Champs Elysées et l'Avenue de Courbevoie, salué sur son passage par les vivats de la population. Ce bataillon rejoint au Mont-Valérien les deux bataillons de la Loire-Inférieure qui y sont actuellement casernés.

Avant-hier, entre onze heures et minuit, vingt-deux hommes dont quelques francs-tireurs, plusieurs mobiles et un sous-officier d'artillerie, partaient de Vitry, avec l'intention de s'emparer de la maison Grénelée, le premier poste prussien de Choisy-le-Roi. Après avoir combiné leur opération, ils se divisent en deux groupes ils s'avancent à la sourdine en cheminant à travers les pépinières et parviennent à cerner la maison à distance sans avoir donné l'éveil. Une fois chacun à son poste, le brigadier d'artillerie qui avait pris le commandement en chef, bondit sur le factionnaire prussien, lui brûle la cervelle d'un coup de pistolet, puis jette la porte en dedans et se précipite dans le poste avec ses dix hommes, tandis que les onze autres arrivent en escaladant les issues du côté opposé. Surpris par cette irruption, les dix-sept soldats dont se composait le poste sautent sur leurs armes et veulent mettre en joue; mais les assaillants se précipitent, prennent à tâche de relever les armes des Prussiens, de façon que les dix-sept coups de fusil vont frapper dans le plafond. Aussitôt les nôtres font une décharge à bout portant, et quinze soldats ennemis sont couchés par terre. Quant aux deux autres, ils sont faits prisonniers. « A présent, mes gaillards, dit le brigadier d'artillerie, à présent que nous avons fait notre bon oeuvre assez proprement, vite en retraite, en bon ordre et sans bruit, car il y a près d'ici, un poste de trois cents hommes et tout le tapage que nous venons de faire ici n'aura pas manqué de leur donner l'éveil. » Et les vingt gaillards de revenir sains et saufs avec leurs prisonniers.

17 novembre.

PARTIE NON OFFICIELLE.

On lit dans le Journal officiel:

« Le Gouvernement a reçu, le 14 novembre, l'heureuse nouvelle du succès du général d'Aurelle à Coulmiers et Orléans. Deux jours auparavant, c'est-à-dire le 12, une dépêche adressée au directeur général des postes, par un de ses agents nous avait appris que le dernier ballon lancé à Paris était arrivé à Vendôme, et que Chateaudun, soumis depuis son désastre aux réquisitions de l'ennemi, se défendait de nouveau, grâce au courage des francs-tireurs parisiens et de la population. Lorsque cette dépêche du 14 novembre est parvenue à Paris, il y avait plus de quinze jours que nous étions ici sans rapports avec les départements, la dernière dépêche de M. Gambetta était datée du 24 octobre. Cette interruption de toute communication entre nous et nos concitoyens est un des effets les plus cruels de l'investissement. Mille bruits circulent. On accusait le Gouvernement d'avoir des nouvelles et de les cacher; on publiait des détails absolument apocryphes; on insérait dans les journaux des lambeaux de correspondances portées à nos avant-postes par les ennemis, soigneusement triés par eux, et destinées très-évidemment à tromper et à décourager la population et la défense. Beaucoup de personnes croyaient de bonne foi que les départements étaient en proie à l'anarchie, qu'en plusieurs villes, le régime de la terreur avait reparu, que les délégués du Gouvernement obtenaient plus d'obéissance et que les armées de secours, dont M. Gambetta annonçait l'existence dans sa dépêche du 24 octobre, n'étaient que des fantômes de son imagination, ou avaient disparu devant les attaques de l'ennemi.

Au milieu de ces alarmes, le corps d'armée du général d'Aurelle prouve son existence par une victoire. Un pigeon est encore ar-

rivé le 15; celui-là était parti le premier; il n'apporte que des instructions militaires pour les départements, et ne nous donne d'ailleurs aucune nouvelle, nos amis ne songent pas assez que tous les messagers ne nous arrivent pas, et qu'il y aurait encore à répéter dans chaque dépêche la partie essentielle des dépêches précédentes. Isolés du monde entier, par l'armée qui nous encerre dans ses lignes, nous avons besoin, avant tout, de savoir que la France est debout pour nous secourir et que ses armées se rapprochent de nous!

Après avoir résumé des nouvelles de France extraites des journaux de Londres du 3 novembre qui ont été introduits dans Paris — nouvelles déjà anciennes, contradictoires ou en partie connues, le Journal officiel termine ainsi:

Nous sommes accoutumés de longue date aux exagérations des partis, et nous n'avons pas besoin de sortir de Paris pour entendre colporter comme des vérités, les fables les plus odieuses et les plus ridicules.

Nous croyons que la chance est profondément troublée par une invasion si cruelle et si peu prévue; nous sommes persuadés, sans en avoir la preuve, que l'autorité est relâchée sur beaucoup de points, que des tentatives anarchiques se produisent, que nos ennemis ont recours, comme ils n'y manquent jamais, aux mensonges et aux bruits calomnieux dont ils savent faire un usage si perfide. Mais nous sommes convaincus, en même temps, que ce qui domine tout, ce qui rallie tout, ce qui entraîne tous les cœurs, ce qui enflamme tous les courages, c'est le sentiment de l'honneur national, l'espoir, le besoin, la volonté, l'ardeur et toute la puissante volonté de sauver la patrie, ou par une victoire décisive ou par une paix honorable.

Les journaux allemands écrits par nos ennemis, nous montrent, malgré eux, la France debout. Ils se plaignent de nous voir espérer encore, contre toute espérance; il nous reprochent de ne pas nous avouer vaincus; ils enregistrent chaque jour des preuves éclatantes du courage de nos soldats et de nos citoyens.

Quand les récits ont été écrits à Versailles, à Berlin, le général d'Aurelle en était encore à organiser la journée du 9. Nous ne savons si l'Europe se décidera à donner à la France les moyens de convoquer une assemblée dans des conditions qui assurent la liberté de l'élection et l'autorité des élus.

Le massacre continuera-t-il, si l'Europe le permet et si le Gouvernement prussien s'y obstine; mais quoi qu'il arrive, la France, qui n'a pas voulu la guerre, qui ne voulait plus d'aucune guerre, sortira de la lutte avec tout son territoire et tout son honneur.

LA TAXE SUR LES ABSENTS a donné lieu à de nombreuses réclamations qui proviennent de ce qu'on en méconnaît le véritable caractère. Beaucoup de personnes le considèrent comme une amende infligée à ceux qui ont fui. La justice seule peut appliquer des amendes; l'administration financière n'a d'autre devoir que de répartir les charges publiques. « La taxe sur les absents, dit le Journal officiel est purement et simplement une taxe de compensation.

Tous ceux qui ont joui des avantages de Paris et qui se réservent la facilité d'en jouir de nouveau après le siège, y conservant leur appartement et leur mobilier, sont soumis à cette taxe. A ce point de vue, il n'y a lieu d'exempter ni les femmes, ni les vieillards, ni les étrangers, ni les mineurs propriétaires.

Le service de la garde nationale n'est pas la seule charge que les Parisiens subissent par suite du siège: le logement des mobiles et des réfugiés, les réquisitions, les contributions de toutes sortes qui, sans être exigées par l'autorité, s'imposent moralement à tous ceux qui possèdent quelque aisance, ce sont là aussi des charges dont il faut tenir compte.

Dans les circonstances actuelles, l'idée d'une compensation est donc toute naturelle et quelle compensation plus juste qu'une gradée d'après la valeur locative des appartements inoccupés? La commission de répartition chargée de l'interprétation et de l'application du décret du 7 octobre, a répondu à l'unanimité l'idée d'une taxe pénale: en conséquence, elle n'a admis d'exemption qu'en faveur des personnes appelées en dehors pour un service public et des chefs de familles dont les appartements sont restés ouverts et occupés par des membres de la famille habitant habituellement.

RAPPORT MILITAIRE.

17 novembre 1870, matin.

Le gouverneur a passé hier une grande partie de la journée dans la presqu'île de Gennevilliers; il est allé jusqu'au pont de Bezons. Il a été très-satisfait de l'attitude et de la bonne tenue des troupes. Pendant cette visite, le Mont-Valérien et les forts du Sud n'ont pas cessé d'inquiéter l'ennemi sur tous les points qu'il occupe.

Ainsi que nous le faisons pressentir hier, on se prépare à commencer d'un moment à l'autre une vigoureuse reconnaissance offensive; depuis quelques jours, les forts ne cessent d'inquiéter l'ennemi dans toutes les directions; le canon tonne et le tient en éveil, principalement depuis la chute du jour jus-

qu'au lendemain à l'aube; hier matin, la canonnade du fort de Montrouge était si vive et si nourrie, que les vitres des fenêtres de la chaussée de Maine et du bon Levant Mont-Parnasse étaient en vibration presque continue. De leur côté, les fortes batteries du Mont-Valérien et celles du Point du Jour, ne cessent de tirer avec succès sur les hauteurs de Châtillon et jusqu'à Meudon.

La victoire d'Orléans a exercé la meilleure influence sur l'armée, la mobile et les gardes nationales toutes sont pleines d'enthousiasme et de patriotisme; elles attendent, avec impatience l'ordre de marcher à l'ennemi.

INCIDENTS DU SIÈGE.

Il ne se passe pas une nuit sans qu'il y ait un engagement d'avant-postes du côté de Cauchan et des Hautes-Bruyères. La nuit dernière encore, le fort de Bicêtre a tonné fortement. On entendait à de courts intervalles, le bruit des mitrailles dans la direction de Bagneux et de Gentilly. Les forts sont beaucoup plus bruyants la nuit que le jour. Grâce à sa position culminante, le Mont-Valérien surtout se distingue en envoyant des bordées sur les ouvrages avancés de l'ennemi. — Outre les formidables batteries établies sur le plateau de Châtillon, l'ennemi en a démasqué une nouvelle; c'est une batterie de mortiers que les forts de Vanvas et Disy auraient pu empêcher d'élever, si l'endroit leur eût été signalé.

Nous remarquons un certain mouvement de troupes à l'intérieur. L'on empêchait de sortir, à quatre heures, par la porte de Flandre.

Des militaires assurent que l'ennemi se préparait à une attaque du côté de Bourget. Nous penserions plutôt que ce serait une fausse attaque, car cette partie de l'investissement doit être à peu près déarmée de troupes, puisque l'ennemi a dirigé et dirigé encore ses forces dans la direction de Choisy-le-Roy, avec l'intention évidente de s'opposer à une sortie qui nous permettrait de marcher sur l'armée de la Loire.

A l'heure suprême où nous allons confier au sort des armes, la destinée de la France, on sent vibrer la fibre nationale, et son courage se réveille dans la mâle attitude des défenseurs de Paris. Les insinuations perfides ne seraient plus permises ni tolérées. On sent dans les efforts de la province à secourir Paris que le cœur de la France bat à l'unisson, et qu'elle n'a plus qu'une voix, qu'un cri, qu'une âme, la délivrance! L'armée de la Loire a répandu parmi nous comme un courant électrique d'enthousiasme et d'espoir.

Tous les jours, les rapports des généraux, des amiraux et des capitaines de vaisseau qui commandent nos positions ou nos forts constatent que l'ennemi découvre de nouvelles batteries. L'amiral Pothuan annonce encore, en avant de Chevilly, la construction d'une batterie de quatre pièces de 12. Sur Thioris, on constate que l'ennemi plante en avant de la position une série de pièces surmontées de drapeaux blancs, on en compte en ce moment jusqu'à 35. Ce sont préalablement des jalons posés pour l'établissement de nouvelles tranchées, mais on ne se rend pas encore tout à fait compte de l'usage auquel sont destinés ces petits drapeaux. On peut supposer aussi que ces jalons sont des repères de tir, de sorte que les points à attaquer étant bien définis, il se pourrait qu'une forte canonnade vint bientôt ne plus nous laisser de doute sur l'usage auquel sont destinés ces jalons qui intriguent l'Observatoire de Villejuif et les vigies de nos forts.

Le général Trochu, dans la récente visite qu'il a faite aux positions de Villejuif, a constaté que les pauvres soldats qui font le service des tranchées, barbotent dans un océan de boue. Pour remédier à un tel inconvenient, le général a donné lui-même, par écrit, à l'intendance, l'ordre de mettre immédiatement à la disposition du général qui commande au moulin Saquet, un nombre de baraques suffisant pour abriter les gardes de tranchée. Il sera fait, en outre, à tous les soldats destinés à faire le service dans ces parages une distribution de sabots. Ce sera le bataillon de la Moselle de la 2^e armée.

Avant-hier plusieurs canons, nouveau modèle, ont été installés sur les redoutes des Hautes-Bruyères et du moulin Saquet. Nous avons vu défilé la Sainte-Croix, énorme pièce, qui va être installée au fort de Vanvas et qui renforcera l'artillerie de marine, déjà redoutable, qui couronne ses parapets. Cette pièce porte à 8,000 mètres, et peut canonner avec succès la redoute de Châtillon. Les quelques habitants qui étaient restés au village de Malakoff et à celui de Vanvas, ont reçu l'ordre de quitter immédiatement ces localités. Ce déménagement s'est effectué dans la journée d'hier. Le bureau de tabac de Malakoff a été transféré dans Paris, route de Châtillon, et le commissaire de police de Vanvas est venu installer ses bureaux rue de Vanvas, où il est à la disposition de ses administrés. Ils sont les derniers émigrés de la contrée suburbaine. A peine ces deux localités ont-elles été abandonnées que les gardes mobiles et deux régiments de ligne s'y sont installés à la place de leurs habitants. Ces deux villages sont, à l'heure qu'il est, deux immenses casernes, où sont logés